

Le Rassemblement s'effrite un peu

Congo-Kinshasa Mais le gros des forces d'opposition semblent rester unies.

Les remous provoqués, au sein du Rassemblement d'opposition, par sa restructuration après la mort d'Etienne Tshisekedi (voir LLB 4 et 5 mars) semblent relativement limités.

Martin Fayulu, cheville ouvrière de la protestation anti-Kabila à Kinshasa, Joseph Olengankhoy, lui aussi capable de mobiliser la rue, et le démocrate-chrétien Gilbert Kiakwama, Jean-Pierre Lisanga, coordonnateur des partis alliés à l'UDPS, et d'autres figures de petites formations n'avaient pas accepté que les principales nominations à la tête de la coalition d'opposition restructurée soient attribuées à des personnalités issues de deux partis "poids lourds".

Félix Tshisekedi (UDPS) préside en effet désormais le Rassemblement et, au-dessous de lui, Pierre Lumbi (MSR, principale formation du G7, qui réunit les dissidents kabilistes opposés à un troisième

mandat de Joseph Kabila) chapeaute le Conseil des Sages (regroupant les chefs des différents partis membres), qui prend les décisions.

Exclu de l'UDPS

Bruno Tshibala, secrétaire général adjoint de l'UDPS, et Joseph Olengankhoy ont pris la tête d'une fronde visant à dédoubler le Rassemblement : le premier a désigné le second comme président du Conseil des Sages – et a immédiatement été exclu de l'UDPS. Cette "intronisation bis" a été appuyée par Gilbert Kiakwama, Freddy Matungulu, un ancien ministre de l'Economie aujourd'hui candidat à la Présidence, Ingele Ifoto, un ancien ministre des Mines et quelques autres personnalités moins connues.

Au cours du week-end, cependant, la fronde a perdu du poids. Martin Fayulu a renouvelé son attachement au Rassemblement et accepté la nomination de Pierre Lumbi au poste qu'il visait. Jean-Pierre Lisanga, selon "Le Phare", est venu samedi à la résidence Tshisekedi pour témoigner de son allégeance. D'autres petits partis sont revenus à de meilleurs sentiments, tandis que le grand absent de la res-

structuration du Rassemblement, le populaire Moïse Katumbi – en exil en Belgique en raison de poursuites judiciaires considérées généralement comme politiquement motivées – candidat à la Présidence du G7, a félicité et encouragé Felix Tshisekedi et Pierre Lumbi.

Ce dernier a lancé un appel aux frondeurs à rentrer au bercail, signale pour sa part "Le Potentiel".

Ne Mwanda Nsemi en prison

Par ailleurs, la police de Kinshasa a arrêté vendredi, à l'issue d'un assaut contre une de ses résidences à Kinshasa, le député national Ne Mwanda Nsemi, trois de ses épouses et un de ses fils. L'opération a tué un policier et trois miliciens du député.

Chef d'une secte politico-mystique interdite, Bundu dia Kongo, qui revendique l'autonomie du Kongo central, le député avait appelé sur Internet à renverser Joseph Kabila, dont le dernier mandat légal est fini depuis le 19 décembre 2016. Ces appels avaient été suivis d'un premier assaut de sa résidence, le mois dernier, en vue d'une "perquisition", l'immunité du député n'ayant pas été levée.

MFC

Épinglé

Plainte contre le Premier ministre

Un parti d'opposition, le Front républicain des centristes, a porté plainte, le 3 mars, contre le Premier ministre Samy Badibanga pour usurpation de la nationalité congolaise.

Naturalisé belge en 2002,

M. Badibanga a perdu ipso facto – selon la Constitution de 2006 – sa nationalité congolaise. Il a déclaré le 24 novembre 2016 au

ministre congolais de la Justice, qu'il y renonçait et celui-ci a déclaré le 25 qu'il recouvrait sa nationalité congolaise – soit 7 jours après la nomination de M. Badibanga. souligne la plainte, pour qui n'étant pas congolais lors de sa nomination, il ne pouvait être nommé ministre.

Selon la loi belge,

Samy Badibanga restera belge tant qu'il n'aura pas renoncé à cette nationalité auprès du poste consulaire où il est inscrit au Congo ou auprès de sa commune en Belgique. MFC